ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 28 mai 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur le jaugeage des navires", a donné le 21 juin 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e mei 1982 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de scheepsmeting", heeft de 21e juni 1982 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au 1°, il y a lieu d'écrire : "... et approuvées par la loi du 7 avril 1975;" (et non 1976).

La loi en projet emploie à plusieurs reprises l'expression "Etat contractant" pour désigner un Etat partie à la Convention. L'emploi de cette expression n'est pas adéquat, en principe, dans un texte législatif. La portée de cette expression devrait donc être précisée.

Il est proposé d'insérer, dans les définitions énumérées dans l'article 1er, un 2° rédigé comme suit :

"2° Etat contractant : Etat partie à la Convention".

La numérotation des définitions qui suivent devra être modifiée en conséquence.

Au 3°, il conviendrait d'écrire "visé" au lieu de "dont question".

Au 7°, dans le texte français, les mots "ou à la distance" doivent se lire : "ou la distance", et les mots "à la ligne de charge de devis" doivent être remplacés par "à la flottaison en charge prévue" (Convention, article 2, 8).

Au 10°, par souci de concordance avec la terminologie de la Convention, et d'ailleurs par simple correction linguistique, il conviendrait d'écrire :

.../...

"10° voyage international : un voyage par mer, entre un pays auquel s'applique la Convention et un port situé en dehors de ce pays, ou inversement. A cet égard, tout territoire dont les relations internationales sont assurées par un Etat contractant ou dont l'Organisation des Nations Unies assure l'administration est considéré comme un pays distinct".

Article 2.

Dans le texte français, les mots "navire sous pavillon belge" gagneraient à être remplacés par "navire battant pavillon belge". Il en est de même dans le titre du chapitre II.

A la fin du premier tiret, il serait préférable d'écrire, dans le texte français : "... et s'il fait des voyages internationaux;".

Au second tiret, dans le texte français, il y aurait lieu d'écrire : "... ou s'il ne fait pas de voyages internationaux" et d'ajouter, dans le texte néerlandais, le mot "of" avant "indien het geen internationale reizen maakt".

Article 3.

Il est inutile de mettre une majuscule à "service" et surtout à "jaugeages". L'observation vaut pour tous les articles où cette expression est utilisée.

Dans la dernière phrase, il faut écrire, dans le texte français : "Les frais afférents à ce jaugeage sont à la charge du propriétaire du navire ou de son mandataire".

.../...

Article 4.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

Lorsque le demandeur d'un certificat de jaugeage estime que les jauges brute ou nette mentionnées dans le certificat de jaugeage ne sont pas correctement déterminées, il peut demander par écrit au service des jaugeages, dans les quinze jours de la délivrance du certificat, qu'il soit procédé à un nouveau jaugeage.

Pour procéder à ce second jaugeage, le chef du service des jaugeages désigne deux fonctionnaires qui n'ont pas participé au premier.

Aucune rétribution n'est due en cas de différence entre les deux jaugeages".

Article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

Le propriétaire du navire ou son mandataire est tenu d'informer par écrit le service des jaugeages de toute modification dans l'aménagement, la construction ou les caractéristiques du navire, qui est de nature à changer la jauge brute ou la jauge nette".

.../...

Article 6.

Au paragraphe 1er, la numérotation des alinéas doit être supprimée.

Dans l'alinéa 1er, il faut ajouter : "(1969)" après "Un certificat international de jaugeage".

Dans le texte français, les mots "certificat de navigabilité (passagers)" doivent être remplacés par l'expression réglementaire "certificat de navigabilité pour navire à passagers".

A l'alinéa 2, le début de la phrase devrait être rédigé comme suit : "Un certificat international de jaugeage (1969) délivré par le service des jaugeages à un navire battant pavillon belge ...".

Article 7.

Dans le texte français du paragraphe 2, il conviendrait d'écrire :

"§ 2. Un navire pour lequel aucun certificat international de jaugeage (1969) n'a été délivré et qui passe sous pavillon belge est soumis au service des jaugeages qui en détermine les jauges brute et nette".

+

.../...

Il n'y a aucune raison de mettre l'intitulé du chapitre III au pluriel, alors que ce chapitre ne contient qu'un seul article qui, lui-même, ne contient qu'une seule règle.

+

Article 8.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Le service des jaugeages est autorisé à donner suite à la demande d'une autorité compétente d'un Etat contractant, de délivrer un certificat international de jaugeage (1969) à l'usage d'un navire qui bat ou qui battra pavillon de cet Etat et de déterminer à cet effet les jauges brute et nette du navire contre le paiement d'une rétribution".

Article 9.

De l'accord du fonctionnaire délégué, et compte tenu de l'article 14, § 3, le paragraphe 1er de l'article 9 devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. A la première demande de l'autorité belge compétente, le capitaine d'un navire battant pavillon belge ou étranger, ou son mandataire, doit, lorsque le navire entre dans un port belge ou quitte celui-ci, exhiber un certificat de jaugeage valable".

.../...

Au paragraphe 2, le c, le d et le e devraient être rédigés de la manière suivante :

"c) le certificat de jaugeage délivré conformément au règlement visé à l'article 20, § 2;

d) jusqu'au 18 juillet 1994, tout certificat de jaugeage autre que le certificat international de jaugeage (1969), délivré par l'autorité compétente d'un Etat contractant dont le navire bat pavillon ou au nom de cette autorité;

e) tout autre certificat de jaugeage admis par le service des jaugeages".

Article 10.

Le paragraphe 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

"Tout navire battant pavillon belge ou étranger est tenu de se soumettre à l'inspection décidée par le service des jaugeages".

Au paragraphe 2, a, les mots "tel que visé à l'article 9" devraient être omis.

Le paragraphe 3 doit être rédigé de la manière suivante :

"§ 3. Cette inspection ne peut entraîner aucun retard pour le navire".

.../...

Article 11.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 11.-
A la requête du service des jaugeages, il est procédé à la détermination des jauges brute et nette de tout navire battant pavillon belge ou étranger, qui n'est pas pourvu d'un certificat de jaugeage valable".

Article 12.

Cet article fait, en partie, double emploi avec l'article 15, § 2. De l'accord du fonctionnaire délégué, il doit être omis, moyennant un aménagement de l'article 15, § 2.

Article 13 (devenant l'article 12).

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 3 :

"§ 3. L'article 5 est applicable lorsque le navire est pourvu d'un certificat de jaugeage spécial".

Article 14 (devenant l'article 13).

Au paragraphe 2, la fin de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit : "... l'inspection visée à l'article 10, §§ 1er et 2".

.../...

L'alinéa 1er du paragraphe 4 est inutile et doit être omis, les fonctionnaires du service de jaugeage étant déjà visés par l'expression "toute autre personne ayant un caractère public", qui figure aux articles 276 et 280 du Code pénal.

En raison de cette suppression, l'alinéa 2, qui deviendrait le paragraphe 4 entier, devrait être rédigé comme suit :

"§ 4. Les fonctionnaires du service des jaugeages peuvent constater par procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire les outrages par paroles, faits, gestes, menaces ou les coups dont ils sont l'objet dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice".

De l'accord du fonctionnaire délégué, le paragraphe 5 devrait être rédigé comme suit :

"§ 5. Les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par le présent article".

Article 15 (devenant l'article 14).

Au paragraphe 1er, 4, il y a lieu d'écrire, dans le texte français : "... à l'égard des navires battant pavillon belge" au lieu de "en égard aux navires sous le pavillon belge".

L'alinéa 2 du paragraphe 1er devrait être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Ils dressent à cet effet un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve contraire".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le mécanisme prévu par le paragraphe 2 est le suivant : le chef du service des jaugeages peut décider l'arrêt du navire en cas d'infraction et c'est le commissaire maritime qui exécute la décision et qui libère, ensuite, le navire.

La rédaction suivante est dès lors proposée pour ce paragraphe :

"§ 2. Le chef du service des jaugeages ou son délégué peut faire arrêter tout navire qui se trouve en infraction aux prescriptions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Il décide de la libération du navire dès qu'il est satisfait aux conditions requises.

Ces décisions sont notifiées au commissaire maritime qui procède à l'arrêt et à la libération du navire".

+

Le chapitre VII est dépourvu d'intitulé. Il est proposé d'écrire : "Dispositions diverses".

+

.../...

Article 16 (devenant l'article 15).

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article (15).-

La détermination des jauges brute et nette, la délivrance du certificat de jaugeage et toute opération effectuée par le service des jaugeages pour l'exécution de sa mission, donnent lieu à une rétribution à charge du propriétaire du navire ou de son mandataire.

Sous réserve de l'article 4, il n'est délivré de certificat de jaugeage que sur production de la preuve du paiement de la rétribution".

Article 17 (devenant l'article 16).

Le 1 et le 2 de cet article seraient mieux rédigés comme suit :

"1. les modalités de détermination des jauges brute et nette pour la délivrance du certificat international de jaugeage (1969) et du certificat national de jaugeage;

2. les montants des rétributions visées à l'article 15".

Au 3, il faut écrire "la durée de validité" dans le texte français.

Au 4, mieux vaudrait écrire :

"4. les modalités de la demande, de la délivrance et du retrait des certificats de jaugeage".

.../...

Article 18.

L'article est superflu, le Roi tenant déjà de la Constitution les pouvoirs qu'il Lui confère.

Article 19 (devenant l'article 17).

La rédaction suivante est proposée :

"Article (17).-
Le Roi peut rendre la présente loi applicable, en tout ou en partie, à des bâtiments autres que les navires".

Article 20 (devenant l'article 18).

La phrase introductive du paragraphe 1er devrait être rédigée comme suit :

"§ 1er. Un navire existant battant pavillon belge, qui a une longueur égale ou supérieure à 24 mètres et qui fait un voyage international ne doit pas être pourvu d'un certificat international de jaugeage (1969) avant le 18 juillet 1994, à moins que : ...".

Au 2, dans le texte français, il conviendrait d'écrire "auquel cas" au lieu de "dans quel cas" et "qui ont été appliquées" au lieu de "qui furent appliquées".

.../...

Au paragraphe 2, la liste des modifications subies par l'arrêté royal du 2 décembre 1897 ne doit pas être mentionnée.

Au demeurant, il n'existe pas d'arrêté royal du 16 janvier 1927, mais il y en a un du 11 octobre 1965.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Les navires existants battant pavillon belge, qui sont d'une longueur inférieure à 24 mètres, et ceux d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres qui ne font pas de voyages internationaux, restent soumis au règlement visé au paragraphe 2".

Article 21 (devenant l'article 19).

Au 1, dans le texte français, il faut lire "l'acte de propriété du navire".

Le 2 devrait être rédigé comme suit :

"2. entre les mots "les connaissements" et les mots "le certificat de navigabilité ou le certificat de navigabilité provisoire et, le cas échéant, les certificats internationaux requis" sont insérés les mots : "le certificat de jaugeage".

Article 22 (devenant l'article 20).

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article (20).-

Sauf disposition contraire, les tonneaux de jauge mentionnés dans les lois et règlements indiquent la jauge brute telle

.../...

telle qu'elle est déterminée dans l'Annexe I de la Convention".

Article 23 (devenant l'article 21).

Cette disposition doit être rédigée comme suit :

"Article (21).-

La loi du 20 juin 1883 établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer, modifiée par les lois du 31 mars 1927 et du 29 mars 1965, est abrogée".

Article 24 (devenant l'article 22).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article (22).-

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de tekst onder 1° schrijve men : "... en goedgekeurd bij de wet van 7 april 1975;" (en niet 1976).

Het wetsontwerp gebruikt herhaaldelijk de term "Verdragsluitende Staat" ter aanwijzing van een Staat die partij is bij het Verdrag. In een wettekst is die term principieel niet deugdelijk. De strekking ervan zou dan ook moeten worden verduidelijkt.

Voorgesteld wordt in de begripsomschrijvingen van artikel 1 een 2° in te voegen als volgt :

"2° Verdragsluitende Staat : Staat die partij is bij het Verdrag".

De verdere begripsomschrijvingen in het artikel behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

In de tekst onder 3° leze men "bedoeld in de artikelen" in plaats van "waarvan sprake in artikelen".

In de Franse tekst onder 7° leze men "ou la distance" in plaats van "ou à la distance" en vervange men de woorden "à la ligne de charge de devis" door de woorden "à la flottaison en charge prévue", terwijl in de Nederlandse tekst de woorden "aan de ontwerplastlijn" moeten worden vervangen door "aan de constructiewaterlijn" (Verdrag, artikel 2, 8).

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van het Verdrag en trouwens gewoon met het oog op een verzorgd taalgebruik zou de tekst onder 10° als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"10° internationale reis : een zeereis van een land waarop het Verdrag van toepassing is, naar een buiten dat land gelegen haven of omgekeerd. Te dien einde wordt elk gebied voor welks internationale betrekkingen een Verdragsluitende Staat verantwoordelijk is of waarover de Organisatie van de Verenigde Naties als gezagsorgaan het beheer uitoefent, als een afzonderlijk land beschouwd".

Artikel 2.

De opschriften boven dit artikel redigere men als volgt :

"HOOFDSTUK II. Bepalingen welke gelden voor schepen die de Belgische vlag voeren. Afdeling 1. Algemeen". In het artikel schrijve men "een schip dat de Belgische vlag voert" in plaats van "een schip dat onder Belgische vlag vaart".

In de Franse tekst na het eerste streepje schrijve men : "... et s'il fait des voyages internationaux".

In de Franse tekst na het tweede streepje schrijve men : " ... ou s'il ne fait pas de voyages internationaux"; in de Nederlandse : "of indien het geen internationale reizen maakt".

Artikel 3.

In de Franse tekst hoeft het woord "service" en vooral het woord "jaugeages" niet met een hoofdletter te worden geschreven. De opmerking geldt voor alle artikelen waarin de term "service des jaugeages" gebruikt is.

In de Franse tekst leze men de laatste volzin als volgt : "Les frais afférents à ce jaugeage sont à la charge du propriétaire du navire ou de son mandataire".

.../...

Artikel 4.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Indien de aanvrager van een meetbrief meent dat de daarin vermelde bruto- of netto-tonnenmaat niet juist is, kan hij binnen vijftien dagen na afgifte van de meetbrief de dienst van de scheepsmeting schriftelijk om een nieuwe meting verzoeken.

Voor die tweede meting wijst het hoofd van de dienst van de scheepsmeting twee ambtenaren aan die niet aan de eerste meting hebben deelgenomen.

Geen enkele retributie is verschuldigd ingeval beide metingen van elkaar verschillen".

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

De scheepseigenaar of zijn lasthebber is gehouden de dienst van de scheepsmeting schriftelijk kennis te geven van elke wijziging aan de inrichting, de bouw of de kenmerken van het schip waardoor de bruto-tonnenmaat of de netto-tonnenmaat kan veranderen".

Artikel 6.

In paragraaf 1 behoeven de alinea's niet te worden genummerd.

In het eerste lid voege men : "(1969)" toe aan de woorden "Een internationale meetbrief".

.../...

In de Franse tekst moeten de woorden "certificat de navigabilité (passagers)" worden vervangen door de reglementaire term "certificat de navigabilité pour navire à passagers".

In het tweede lid schrijve men : "... wanneer het schip onder de vlag ...".

Artikel 7.

Paragraaf 2 redigere men als volgt :

"§ 2. Een schip waarvoor geen internationale meetbrief (1969) is afgegeven en dat onder Belgische vlag wordt gebracht, wordt verwezen naar de dienst van de scheepsmeting die de bruto- en netto-tonnenmaat ervan vaststelt".

+

Er is geen enkele reden om het opschrift van hoofdstuk III in het meervoud te stellen; dat hoofdstuk telt immers maar één artikel dat zelf maar één enkele regel bevat.

Artikel 8.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

De dienst van de scheepsmeting mag ingaan op het verzoek van een bevoegde overheid van een Verdragsluitende Staat om een internationale meetbrief (1969) af te geven ten behoeve van een schip dat de vlag van die Staat voert of zal voeren, en daartoe, tegen betaling van een retributie, de bruto- en netto-tonnenmaat van het schip vaststellen".

.../...

Artikel 9.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 1 van artikel 9, mede gelet op artikel 14, § 3, als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Op het eerste verzoek van de bevoegde Belgische overheid moet de kapitein van een schip dat de Belgische vlag of een vreemde vlag voert, of zijn lasthebber, bij aankomst van het schip in een Belgische haven of bij vertrek uit die haven een geldige meetbrief vertonen".

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Als geldige meetbrief wordt beschouwd :

a) de internationale meetbrief (1969);

b) de nationale meetbrief;

c) de meetbrief afgegeven overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 20, § 2;

d) tot 18 juli 1994, iedere andere meetbrief dan de internationale meetbrief (1969), afgegeven door of namens de bevoegde overheid van een Verdragsluitende Staat waarvan het schip de vlag voert;

e) iedere andere door de dienst van de scheepsmeting aanvaarde meetbrief".

Artikel 10.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Ieder schip dat de Belgische vlag of een vreemde vlag voert is gehouden zich te onderwerpen aan de inspectie waartoe de dienst van de scheepsmeting beslist over te gaan".

.../...

In paragraaf 2 vervange men de woorden "vast te stellen dat" door "na te gaan of"; in de tekst onder a) schrappe men de woorden "zoals in artikel 9 bepaald".

Paragraaf 3 moet als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. Deze inspectie mag geen enkele vertraging voor het schip meebrengen".

Artikel 11.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 11.-
Op vordering van de dienst van de scheepsmeting wordt de bruto- en netto-tonnenmaat vastgesteld van elk schip dat de Belgische vlag of een vreemde vlag voert en niet voorzien is van een geldige meetbrief".

Artikel 12.

Dit artikel vormt, gedeeltelijk althans, een doublure met artikel 15, § 2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het achterwege wordt gelaten mits artikel 15, § 2, wordt aangepast.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

De volgende lezing wordt voorgesteld voor paragraaf 3 :

"§ 3. Artikel 5 is van toepassing wanneer het schip van een bijzondere meetbrief is voorzien".

.../...

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Het eerste lid van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die de in artikel 10, §§ 1 en 2, bedoelde inspectie heeft verhinderd of belemmerd".

Het eerste lid van paragraaf 4 is overbodig en moet vervallen; de ambtenaren van de dienst van de scheepsmeting zijn immers mede begrepen in de uitdrukking "enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed", die in de artikelen 276 en 280 van het Strafwetboek staat.

Ten gevolge van die weglating zou het tweede lid, dat de gehele paragraaf 4 gaat vormen, als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 4. De ambtenaren van de dienst van de scheepsmeting kunnen de smaad door woorden, daden, gebaren of bedreigingen tegen hen gepleegd of de slagen hun toegebracht in de uitoefening van hun ambt of naar aanleiding daarvan, vaststellen bij processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 5 als volgt zou moeten worden gelezen :

"§ 5. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de in dit artikel bepaalde misdrijven".

.../...

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

In de inleidende zin van paragraaf 1 schrappe men het woord "om" na de woorden "zijn gelast".

In de tekst onder 4. schrijve men "ten aanzien van schepen die de Belgische vlag voeren".

Het tweede lid van paragraaf 1 zou in de Franse tekst als volgt moeten worden geredigeerd :

"Ils dressent à cet effet un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve contraire".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, werkt het mechanisme van paragraaf 2 als volgt : het hoofd van de dienst van de scheepsmeting kan beslissen dat het schip bij overtreding wordt opgehouden en het is de waterschout die de beslissing ten uitvoer legt en die het schip vervolgens vrijlaat.

Derhalve wordt voorgesteld deze paragraaf als volgt te redigeren :

"§ 2. Het hoofd van de dienst van de scheepsmeting of zijn gemachtigde kan elk schip dat de voorschriften van deze wet of van haar uitvoeringsbesluiten overtreedt, doen ophouden.

Hij beslist tot vrijlating van het schip zodra aan de gestelde voorwaarden is voldaan.

Van die beslissingen wordt kennis gegeven aan de waterschout, die het schip ophoudt of vrijlaat".

+

.../...

Hoofdstuk VII heeft geen opschrift. Voorgesteld wordt : "Diverse bepalingen".

+

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

Voor dit artikel wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel (15).-

De vaststelling van de bruto- en netto-tonnenmaat, de afgifte van de meetbrief en iedere handeling door de dienst van de scheepsmeting verricht voor het uitvoeren van zijn taak, geven aanleiding tot een retributie ten laste van de scheepseigenaar of zijn lasthebber.

Onder voorbehoud van artikel 4 wordt geen meetbrief afgegeven dan op overlegging van het bewijs van betaling van de retributie".

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

De tekst onder 1) en 2) van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1. de nadere regels voor het vaststellen van de bruto- en nettotonnenmaat met het oog op de afgifte van de internationale meetbrief (1969) en van de nationale meetbrief;

2. het bedrag van de retributies bedoeld in artikel 15".

In de Franse tekst onder 3) leze men : "la durée de validité".

.../...

De tekst onder 4) kan beter als volgt worden gelezen :

"4. de nadere regels in verband met de aanvraag, de afgifte en de intrekking van de meetbrieven".

Artikel 18.

Het artikel is overbodig daar de Koning de Hem daarin gegeven bevoegdheid reeds aan de Grondwet ontleent.

Artikel 19 (dat artikel 17 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel (17).

De Koning kan deze wet geheel of gedeeltelijk toepasselijk verklaren op andere vaartuigen dan schepen".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

De volzin die paragraaf 1 inleidt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Een bestaand schip dat de Belgische vlag voert, dat een lengte heeft van 24 meter of meer en een internationale reis maakt, behoeft niet van een internationale meetbrief (1969) voorzien te zijn vóór 18 juli 1994, tenzij : ".

In de Franse tekst onder 2) zou moeten worden gelezen "auquel cas" in plaats van "dans quel cas" en "qui ont été appliquées" in plaats van "qui furent appliquées".

.../...

In paragraaf 2 behoeft geen melding te worden gemaakt van de besluiten die het koninklijk besluit van 2 december 1897 hebben gewijzigd.

Overigens is er geen koninklijk besluit van 16 januari 1927, wel een van 11 oktober 1965.

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De bestaande schepen die de Belgische vlag voeren, die hetzij een lengte hebben van minder dan 24 meter, hetzij een lengte van 24 meter of meer hebben doch geen internationale reizen maken, blijven onderworpen aan het reglement bedoeld in paragraaf 2".

Artikel 21 (dat artikel 19 wordt).

In de Franse tekst onder 1) moet worden gelezen : "l'acte de propriété du navire".

Aan het slot van de tekst onder 2) moet worden gelezen : "... worden de woorden "de meetbrief" ingevoegd".

Artikel 22 (dat artikel 20 wordt).

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel (20).-

Behoudens andersluidende bepaling geven de in de wetten en verordeningen vermelde tonnenmaten de bruto-tonnenmaat aan zoals die is vastgesteld in Bijlage I van het Verdrag".

.../...

Artikel 23 (dat artikel 21 wordt).

Deze bepaling moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (21).-

De wet van 20 juni 1883 tot het instellen van een nieuwe wijze van meting van zeeschepen, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1927 en van 29 maart 1965, wordt opgeheven".

Artikel 24 (dat artikel 22 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (22).-

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,
de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la
section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. H. COREMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. H. COREMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.